

Art. 3. De personeelsformatie van de inspectiedienst wordt als volgt vastgesteld :

1° Inspecteur voor de cursussen van het gebied plastische, visuele en ruimtekunsten :	1 betrekking
2° Inspecteur voor de cursussen van het gebied muziek :	3 betrekkingen
3° Inspecteur voor de cursussen van het gebied toneel- en spreekkunsten en van het gebied vertoningskunsten en verspreidings- en communicatietechnieken :	1 betrekking
4° Inspecteur voor de cursussen van het gebied dans :	1 betrekking.

De Regering van de Franse Gemeenschap wijst onder de inspecteurs een coördinerend inspecteur aan belast met de coördinatie van de informatie en de communicatie binnen de dienst.

Brussel, 3 maart 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE.

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1281

[2004/200994]

11 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 4045/89 du Conseil, du 21 décembre 1989, relatif aux contrôles, par les Etats membres, des opérations faisant partie du système de financement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie », et abrogeant la Directive 77/435/CEE;

Vu le règlement (CE) n° 1255/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu en ce qui concerne la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires par le règlement (CE) n° 1787/2003 du Conseil du 29 septembre 2003;

Vu le règlement (CE) n° 2707/2000 de la Commission du 11 décembre 2000 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1255/1999 du Conseil en ce qui concerne l'octroi d'une aide communautaire pour la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves dans les établissements scolaires;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative aux modalités de transfert des compétences de la politique agricole aux Régions;

Considérant l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 5 mai 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public et ce, dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que, suite à ce transfert des compétences, il est nécessaire de prendre des mesures relatives à l'aide communautaire pour la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves dans les établissements scolaires pour suivre les modalités d'application du règlement (CE) n° 1255/1999 et du règlement (CE) n° 2707/2000;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les modalités de ce régime qui doit s'appliquer avec effet rétroactif à compter de l'année scolaire ayant commencé le 1^{er} septembre 2002;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les aides concernées aux établissements scolaires ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° « établissement scolaire » : l'établissement scolaire en tant que tel ou le pouvoir organisateur effectuant la demande d'aide pour les produits distribués aux élèves de son ressort ou encore l'organisation effectuant la demande d'aide pour le compte d'une ou plusieurs écoles non agréées individuellement;

2° « Ministre » : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

3° « administration » : l'administration ayant en charge la gestion des aides visées par l'article 14 du règlement (CE) n° 1255/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers. Il s'agit successivement de l'une des autorités suivantes :

— jusqu'au 15 octobre 2002, l'Administration de la Gestion de la Production agricole;

— à partir du 16 octobre 2002, la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Ne peuvent bénéficier de l'aide que les produits des catégories I, III et V repris à l'annexe du règlement (CE) n° 2707/2000 de la Commission du 11 décembre 2000 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1255/1999 du Conseil en ce qui concerne l'octroi d'une aide communautaire pour la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves dans les établissements scolaires.

Les produits de la catégorie V pouvant bénéficier de l'aide sont :

a) le lait écrémé, traité thermiquement;

b) le lait écrémé chocolaté ou aromatisé, traité thermiquement et contenant au minimum 90 % en poids de lait écrémé;

c) le yoghourt au lait écrémé.

Ne peuvent bénéficier de l'aide que les élèves fréquentant régulièrement un des établissements scolaires suivants reconnus par les Communautés :

— les écoles maternelles;

— les écoles primaires;

— les écoles secondaires.

Ces élèves ne peuvent bénéficier de l'aide que pour les jours scolaires.

Les mineurs d'âge fréquentant un institut médico-pédagogique ou un enseignement spécial bénéficient également de l'aide pour autant que ceux-ci ne suivent aucun enseignement dans un autre établissement. Ils ne peuvent pas bénéficier des aides durant les périodes de congés scolaires.

Art. 3. Afin d'obtenir l'aide, l'établissement scolaire doit avoir son siège en Belgique et y être agréé préalablement conformément à l'application du règlement (CE) n° 1255/1999.

L'établissement scolaire ayant son siège en Région wallonne doit être agréé par l'administration. La demande d'agrément doit être transmise par lettre recommandée au plus tard le 10 du mois précédant le mois d'entrée en vigueur de l'agrément. Cette demande n'est valable qu'auprès d'un seul fournisseur et pour autant qu'elle soit signée par les signataires autorisés définis dans celle-ci.

L'agrément est délivré pour un établissement scolaire pour autant que l'établissement scolaire s'engage par écrit à :

1° remplir toutes les conditions prévues par le règlement (CE) n° 2707/2000;

2° acquérir les produits laitiers subsidiés chez un seul fournisseur, lui-même agréé en Belgique, pour la délivrance de produits laitiers subsidiés, conformément à l'application des articles 6 à 9 du règlement (CE) n° 2707/2000;

3° informer les parents de l'organisation de la distribution de produits laitiers subsidiés, les informer des prix demandés aux élèves pour ces produits subsidiés et afficher les prix de ces produits au point de vente;

4° distribuer les produits laitiers subsidiés aux élèves à un prix ne dépassant pas les prix maximaux repris en annexe;

5° ne demander les subsides que pour des produits subsidiés conformément à l'article 2 du présent arrêté;

6° réserver l'usage des produits laitiers subsidiés exclusivement aux élèves relevant de l'établissement et dans les localisations de distribution prévues;

7° ne pas utiliser les produits laitiers subsidiés dans la confection de repas;

8° contrôler, compléter et signer l'état mensuel justificatif, visé au point 4° de l'article 5 du présent arrêté, reprenant les fournitures mensuelles;

9° se soumettre aux contrôles des agents chargés de l'application du règlement (CEE) n° 4045/89 du Conseil, du 21 décembre 1989, relatif aux contrôles, par les Etats membres, des opérations faisant partie du système de financement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie », et abrogeant la Directive 77/435/CEE et de l'application du règlement (CE) n° 1255/1999 précité;

10° rembourser les aides indûment versées, pour les quantités concernées, au cas où il serait constaté que les engagements visés aux points 1° à 9° ci-dessus n'ont pas été respectés ou que l'aide a été perçue pour des quantités supérieures à celles résultant de l'application de l'article 14, § 4, du règlement (CE) n° 1255/1999;

11° communiquer tout changement de fournisseur, d'adresse, de localisation de distribution, de responsable de l'établissement ou de signataire autorisé; cette communication doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'agrément dans le délai prévu au premier alinéa.

L'agrément est retiré si l'établissement scolaire ne demande pas le bénéfice de l'aide durant une année scolaire complète. Pour bénéficier à nouveau de l'aide, une nouvelle demande d'agrément doit être effectuée.

Art. 4. Afin de pouvoir distribuer des produits laitiers subsidiés, le fournisseur doit avoir son siège en Belgique et y être agréé préalablement en application des articles 6 à 9 du règlement (CE) n° 2707/2000.

Le fournisseur ayant son siège en Région wallonne doit être agréé par l'administration. Cette demande n'est valable que si un extrait du registre de commerce ainsi que, en cas de société, les statuts de la société sont joints à la demande et pour autant qu'elle soit signée par des personnes dûment autorisées définies dans celle-ci.

L'agrément est délivré pour autant que le fournisseur s'engage par écrit à :

1° remplir toutes les conditions prévues par le règlement (CE) n° 2707/2000;

2° tenir une comptabilité faisant apparaître notamment le fabricant des produits laitiers, le nom et l'adresse des établissements scolaires et les quantités de produits laitiers qui leur ont été vendues;

3° n'introduire une demande d'aide que pour des produits laitiers subsidiés conformément à l'article 2 du présent arrêté et conformes aux réglementations relatives à la composition et à la qualité de ces produits;

4° se soumettre aux contrôles des agents chargés de l'application du règlement (CEE) n° 4045/89 et du règlement (CE) n° 1255/1999;

5° rembourser les aides indûment versées, pour les quantités concernées, au cas où il serait constaté que les engagements visés aux points 1° à 4° ci-dessus n'ont pas été respectés ou que les conditions visées à l'article 5 ne sont pas satisfaites;

6° communiquer tout changement d'adresse, de statut de la société, de responsable ou de signataire autorisé; cette communication doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'agrément.

L'agrément est retiré si le fournisseur ne livre pas de produits laitiers subsidiés durant une période de douze mois. Pour bénéficier à nouveau de l'aide, une nouvelle demande d'agrément doit être introduite.

Art. 5. La demande d'aide, par mois de fournitures, est adressée par le fournisseur à l'administration. Cette demande n'est recevable que pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :

1° le fournisseur est agréé par l'administration à laquelle il adresse sa demande;

2° les produits laitiers subsidiés sont exclusivement délivrés à des établissements scolaires agréés conformément à l'article 3, premier alinéa;

3° le fournisseur déduit explicitement sur ses factures le montant du subside du prix réclamé à l'établissement scolaire;

4° le fournisseur établit un état mensuel justificatif par établissement scolaire reprenant, par produit subsidié, les fournitures livrées durant le mois. Le modèle d'état mensuel justificatif est fixé par l'administration. Cet état mensuel n'est valable que s'il a dûment été complété et signé par les personnes autorisées par le fournisseur et l'établissement scolaire;

5° l'aide est demandée au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par l'administration. A cette demande, sont joints les états mensuels justificatifs visés au point 4° et, en cas de demande, les copies des factures.

Art. 6. Les fournisseurs peuvent demander une avance dont le montant est égal au montant de l'aide du mois concerné. Cette avance ne pourra être perçue qu'après constitution d'une garantie égale à 110 % du montant avancé.

Art. 7. Le fournisseur et l'établissement scolaire doivent conserver au minimum pendant trois ans toutes les pièces justificatives (bons de livraisons, factures et états mensuels justificatifs) et les tenir à la disposition des agents chargés du contrôle.

Art. 8. Au cas où une des obligations découlant du présent arrêté ne serait pas respectée, et tenant compte de la gravité de l'irrégularité, les agréments visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté peuvent être soit suspendus pour une période d'un à douze mois, soit retirés pour une période minimale de six mois.

Art. 9. Sous peine de forclusion ou de nullité, le recours contre une décision prise en application du régime relatif aux aides prévues par le présent arrêté doit être introduit par lettre recommandée, auprès de l'administration, dans le mois qui suit la communication de la décision. L'introduction du recours n'exclut pas une éventuelle demande de remboursement des montants indûment versés.

Art. 10. L'administration est chargée de payer l'aide octroyée en vertu des règlements (CE) n° 1255/1999 et n° 2707/2000 précités.

En cas de montant indûment versé suite à un non-respect des engagements et/ou à une fausse déclaration du fournisseur ou de l'établissement scolaire et devant être recouvré, ce montant indu est majoré d'un intérêt calculé au taux légal.

Art. 11. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, les infractions aux dispositions du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution ainsi que des règlements (CE) n° 1255/1999 et n° 2707/2000 sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 12. L'inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

Art. 13. Le Ministre peut prendre toutes les mesures complémentaires nécessaires pour l'application du présent arrêté.

Art. 14. L'arrêté royal du 12 mars 2001 relatif à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires et l'arrêté ministériel du 13 mars 2001 relatif à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires sont abrogés.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2002.

Art. 16. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Annexe

Prix maximaux pouvant être demandés à l'élève à partir du 1^{er} janvier 2002 :

Produit	Conditionnement	
	emballage individuel	gobelet
Lait entier, traité thermiquement	de 0,2 l : 0,23 EUR	de 0,2 l : 0,18 EUR
Lait entier chocolaté ou aromatisé, traité thermiquement et contenant au minimum 90 % en poids de lait entier	de 0,2 l : 0,28 EUR	de 0,2 l : 0,23 EUR
Yoghourt au lait entier	de 125 g : 0,30 EUR	de 125 g : 0,25 EUR
Lait demi-écrémé, traité thermiquement	de 0,2 l : 0,23 EUR	de 0,2 l : 0,18 EUR
Lait demi-écrémé chocolaté ou aromatisé, traité thermiquement et contenant au minimum 90 % en poids de lait demi-écrémé	de 0,2 l : 0,28 EUR	de 0,2 l : 0,23 EUR
Yoghourt au lait demi-écrémé	de 125 g : 0,30 EUR	de 125 g : 0,25 EUR
Lait écrémé, traité thermiquement	de 0,2 l : 0,20 EUR	de 0,2 l : 0,15 EUR
Lait écrémé chocolaté ou aromatisé, traité thermiquement et contenant au minimum 90 % en poids de lait écrémé	de 0,2 l : 0,25 EUR	de 0,2 l : 0,20 EUR
Yoghourt au lait écrémé	de 125 g : 0,28 EUR	de 125 g : 0,23 EUR

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2004 relatif à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires.

Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1281

[2004/200994]

**11. MÄRZ 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung
hinsichtlich der Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 4045/89 des Rates vom 21. Dezember 1989 über die von den Mitgliedstaaten vorzunehmende Prüfung der Maßnahmen, die Bestandteil des Finanzierungssystems des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, Abteilung Garantie, sind, und zur Aufhebung der Richtlinie 77/435/EWG;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1255/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Milch und Milcherzeugnisse, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1787/2003 des Rates vom 29. September 2003, was die Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen betrifft;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2707/2000 der Kommission vom 11. Dezember 2000 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1255/1999 des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Gemeinschaftsbeihilfe für die Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Übertragung der Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaftspolitik auf die Regionen geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

In Erwägung des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der am 5. Mai 2003 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, dass die Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft ab dem 1. Januar 2002 den Regionen übertragen worden sind;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten unter Beachtung der Verpflichtungen, die sich aus den Europäischen Regelungen im Bereich der Landwirtschaft ergeben;

In Erwägung der Tatsache, dass es im Anschluss an diese Zuständigkeitsübertragung notwendig ist, Maßnahmen in Zusammenhang mit der Gemeinschaftshilfe hinsichtlich der Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen zu treffen, um den Durchführungsbestimmungen der Verordnungen (EG) Nr. 1255/1999 und (EG) Nr. 2707/2000 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Modalitäten dieser Regelung, die ab dem am 1. September 2002 angefangenen Schuljahr rückwirkend anwendbar werden muss, geregelt werden müssen;

In der Erwägung, dass bei Nichteinhaltung der von der Europäischen Regelung auferlegten Fristen, um den Schulen die betroffenen Beihilfen zu zahlen, oder im Falle von Verzögerungen bei der Anwendung der betroffenen Regelungen oder bei falscher Anwendung Geldstrafen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° «Schule»: die Schule als solche oder der Schulträger, der den Beihilfeantrag für die Erzeugnisse stellt, die an die unter seinen Zuständigkeitsbereich fallenden Schüler verteilt werden, oder aber das Organ, das den Beihilfeantrag für Rechnung einer oder mehrerer Schulen stellt, die individuell nicht zugelassen sind;

2° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

3° «Verwaltung»: die Behörde, die mit der Verwaltung der Beihilfen im Sinne von Art. 14 der Verordnung (EG) Nr. 1255/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Milch und Milcherzeugnisse beauftragt ist. Es handelt sich aufeinanderfolgend um eine der folgenden Behörden :

— bis zum 15. Oktober 2002: die Verwaltung der landwirtschaftlichen Produktion;

— ab dem 16. Oktober 2002: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Nur die Erzeugnisse der Kategorien I, III und V laut der Anlage zur Verordnung (EG) Nr. 2707/2000 der Kommission vom 11. Dezember 2000 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1255/1999 des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Gemeinschaftsbeihilfe für die Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen, sind beihilfebegünstigt;

Die beihilfebegünstigten Erzeugnisse der Kategorie V sind:

a) wärmebehandelte Magermilch;

b) wärmebehandelte Schokoladenmagermilch oder wärmebehandelte aromatisierte Magermilch mit einem Gewichtsanteil von mindestens 90% Magermilch;

c) Magermilchjoghurt.

Nur die Schüler, die regelmäßig eine der folgenden, von den Gemeinschaften anerkannten Schulen besuchen, sind beihilfebegünstigt:

— Kindergärten;

— Primarschulen;

— Sekundarschulen.

Diese Schüler haben nur an den Schultagen Anspruch auf die Beihilfe.

Minderjährige, die ein medizinisch-pädagogisches Institut oder eine Sonderschule besuchen, sind ebenfalls beihilfebegünstigt, insofern sie keine andere Ausbildung in einer anderen Schule bekommen. Während der Schulferien haben sie keinen Anspruch auf die Beihilfen.

Art. 3 - Um Anspruch auf die Beihilfe zu haben, muss die Schule ihren Sitz in Belgien haben, und im Sinne der Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 1255/1999 in Belgien zugelassen sein.

Die Schule, die ihren Sitz in der Wallonischen Region hat, muss von der Verwaltung zugelassen sein. Der Zulassungsantrag muss spätestens am 10. des Monats vor dem Monat des Inkrafttretens der Zulassung per Einschreiben eingereicht werden. Dieser Antrag gilt nur bei einem einzigen Lieferanten, insofern er von den im Antrag bestimmten befugten Unterzeichnern unterschrieben wird.

Die Zulassung wird für eine Schule erteilt, insofern sich diese Schule schriftlich dazu verpflichtet:

1° alle in der Verordnung (EG) Nr. 2707/2000 festgelegten Bedingungen zu erfüllen;

2° die bezuschussten Milcherzeugnisse bei einem einzigen Lieferanten zu beziehen, der im Sinne von Art. 6 bis 9 der Verordnung (EG) Nr. 2707/2000 für die Abgabe von bezuschussten Milcherzeugnissen in Belgien zugelassen ist;

3° die Eltern über die Organisation der Abgabe von bezuschussten Milcherzeugnissen zu informieren, sie über die bei den Schülern verlangten Preise für diese bezuschussten Erzeugnisse informieren und die Preise für diese Erzeugnisse an den Verkaufsstellen anschlagen;

4° die bezuschussten Milcherzeugnisse an die Schüler zu einem Preise zu verteilen, der die in der Anlage angeführten Höchstpreise nicht überschreitet;

5° Zuschüsse nur für die bezuschussbaren Erzeugnisse im Sinne von Art. 2 des vorliegenden Erlasses zu beantragen;

6° den Genuss der bezuschussten Milcherzeugnisse ausschließlich den Schülern vorzubehalten, die die betroffene Schule besuchen, und dies an den vorgesehenen Verteilungsstellen;

7° die bezuschussten Milcherzeugnisse nicht bei der Zubereitung von Schulmahlzeiten zu benutzen;

8° die monatliche Bestandsaufnahme im Sinne von Art. 5, 4° des vorliegenden Erlasses, die die monatlichen Lieferungen angibt, zu prüfen, auszufüllen und zu unterzeichnen;

9° sich den Kontrollen durch die Bediensteten zu unterwerfen, die mit der Anwendung der Verordnung (EWG) Nr. 4045/89 des Rates vom 21. Dezember 1989 über die von den Mitgliedstaaten vorzunehmende Prüfung der Maßnahmen, die Bestandteil des Finanzierungssystems des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, Abteilung Garantie, sind, und zur Aufhebung der Richtlinie 77/435/EWG, und mit der Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 1255/1999 beauftragt sind;

10° die irrtümlich bezogenen Beihilfen für die betreffenden Mengen zurückzahlen, falls festgestellt würde, dass die (unter 1° bis 9°) oben erwähnten Verpflichtungen nicht beachtet worden sind, oder falls die bezogenen Beihilfen Mengen betreffen, die diejenigen, die sich aus der Anwendung von Art. 14, § 4, der Verordnung (EG) Nr. 1255/1999 ergeben, übertreffen.

11° jede Änderung des Lieferanten, der Anschrift, der Verteilungsstelle, des Schulleiters oder des befugten Unterzeichners mitzuteilen; diese Mitteilung muss Gegenstand eines neuen Zulassungsantrags innerhalb der im ersten Absatz erwähnten Frist sein.

Die Zulassung wird entzogen, falls die Schule während eines ganzen Schuljahres den Anspruch auf die Beihilfe nicht beantragt. Um die Beihilfe erneut zu beziehen, muss ein neuer Zulassungsantrag eingereicht werden.

Art. 4 - Um die bezuschussten Milcherzeugnisse verteilen zu können, muss der Lieferant seinen Sitz in Belgien haben und dort in Anwendung der Artikel 6 bis 9 der Verordnung (EG) Nr. 2707/2000 bereits zugelassen sein.

Der Lieferant, der seinen Sitz in der Wallonischen Region hat, muss von der Verwaltung zugelassen sein. Dieser Antrag ist nur dann gültig, wenn ein Auszug aus dem Handelsregister sowie, wenn es sich um eine Gesellschaft handelt, die Satzungen der Gesellschaft dem Antrag beigefügt werden, und insoweit er von den im Antrag selbst bestimmten ordnungsmäßig befugten Personen unterzeichnet wird.

Die Zulassung wird erteilt, insofern sich der Lieferant schriftlich dazu verpflichtet:

1° alle in der Verordnung (EG) Nr. 2707/2000 festgelegten Bedingungen zu erfüllen;

2° Bücher zu führen, in denen insbesondere der Hersteller der Milcherzeugnisse, der Name und die Anschrift der Schulen und die an diese verkauften Milchzerzeugungsmengen aufgezeichnet sind;

3° einen Beihilfeantrag nur für bezuschussbare Milcherzeugnisse im Sinne von Art. 2 des vorliegenden Erlasses zu beantragen, wobei diese Erzeugnisse den Regelungen betreffend deren Zusammensetzung und Qualität genügen müssen;

4° sich den Kontrollen durch die Bediensteten zu unterwerfen, die mit der Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 4045/89 und der Verordnung (EG) Nr. 1255/1999 beauftragt sind;

5° die irrtümlicherweise gewährten Beihilfen für die betreffenden Mengen zurückzuzahlen, falls festgestellt würde, dass die (unter 1° bis 4°) oben erwähnten Verpflichtungen nicht beachtet worden sind, oder die in Art. 5 erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind;

6° jede Änderung der Anschrift, der Gesellschaftssatzungen, der verantwortlichen Person oder des befugten Unterzeichners mitzuteilen; diese Mitteilung muss Gegenstand eines neuen Zulassungsantrags sein.

Die Zulassung wird entzogen, wenn der Lieferant während eines Zeitraums von 12 Monaten keine bezuschussten Milcherzeugnisse liefert. Um die Beihilfe erneut zu beziehen, muss ein neuer Zulassungsantrag eingereicht werden.

Art. 5 - Für jeden Monat, an dem Lieferungen stattfinden, schickt der Lieferant den Beihilfeantrag der Verwaltung zu. Dieser Antrag ist nur dann zulässig, wenn folgenden Bedingungen genügt wird:

1° der Lieferant ist von der Verwaltung, an die er seinen Antrag richtet, zugelassen;

2° die bezuschussten Milcherzeugnisse werden ausschließlich an Schulen geliefert, die gemäß Art. 3, erster Absatz, zugelassen sind;

3° auf seinen Rechnungen zieht der Lieferant den Betrag des Zuschusses vom Preis, der von der Schule zu zahlen ist, ausdrücklich ab;

4° der Lieferant erstellt eine monatliche Bestandsaufnahme pro Schule, in der die während des Monats gelieferten Waren pro bezuschussbares Erzeugnis aufgeführt werden. Das Muster der monatlichen Bestandsaufnahme wird von der Verwaltung festgelegt. Diese monatliche Bestandsaufnahme ist nur dann gültig, wenn sie von den vom Lieferanten und von der Schule befugten Personen ordnungsgemäß ausgefüllt und unterzeichnet worden ist;

5° die Beihilfe wird anhand eines Formulars beantragt, dessen Muster von der Verwaltung festgelegt wird. Diesem Antrag werden die monatlichen Bestandsaufnahmen im Sinne von Punkt 4° und auf Anfrage die Abschriften der Rechnungen beigelegt.

Art. 6 - Die Lieferanten können einen Vorschuss in Höhe des Betrags der Beihilfe für den betreffenden Monat beantragen. Dieser Vorschuss kann nur nach der Bildung einer Garantie, die 110% des vorgeschossenen Betrags entspricht, bezogen werden.

Art. 7 - Der Lieferant und die Schule müssen alle Belege (Lieferscheine, Rechnungen und monatliche Bestandsaufnahmen) während mindestens drei Jahren aufbewahren und den mit der Kontrolle beauftragten Bediensteten zur Verfügung halten.

Art. 8 - Falls eine der sich aus dem vorliegenden Erlass ergebende Verpflichtungen nicht eingehalten würde, und unter Berücksichtigung der Schwere der Unregelmäßigkeit, können die in Art. 3 und 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zulassungen entweder für einen Zeitraum von ein bis zwölf Monaten ausgesetzt oder für einen Mindestzeitraum von sechs Monaten entzogen werden.

Art. 9 - Bei Strafe von Verfall oder Nichtigkeit muss jeglicher Einspruch gegen einen in Anwendung der Regelung bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen gefassten Beschluss per innerhalb des Monats nach der Mitteilung des besagten Beschlusses an die Verwaltung gerichtetes Einschreiben eingereicht werden. Die Einreichung des Einspruches schließt ggf. einen Antrag zur Rückzahlung der irrtümlicherweise überwiesenen Beträge nicht aus.

Art. 10 - Die Verwaltung ist mit der Zahlung der kraft der oben erwähnten Verordnungen (EG) Nr. 1255/1999 und Nr. 2707/2000 gewährten Beihilfe beauftragt.

Wurde ein Betrag anschließend an eine Nichtbeachtung der Verpflichtungen und/oder eine falsche Angabe des Lieferanten oder der Schule irrtümlicherweise überwiesen, und ist dieser Betrag zurückzufordern, so wird dieser Betrag um zum gesetzlichen Satz berechnete Zinsen erhöht.

Art. 11 - Unbeschadet der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 31. Mai 1933 über die in Sachen Zuschüsse, Entschädigungen und Beihilfen jeglicher Art, die ganz oder teilweise zu Lasten des Staates fallen, abzugebenden Erklärungen, und seiner Durchführungserlasse werden die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse sowie gegen die Verordnungen (EG) Nr. 1255/1999 und Nr. 2707/2000 in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei ermittelt, festgestellt und geahndet.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass können in Übereinstimmung mit Art. 8 des vorgenannten Gesetzes vom 28. März 1975 Gegenstand einer Ordnungsstrafe sein.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die im vorigen Absatz erwähnten Ordnungsstrafen betreffen.

Art. 12 - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 13 - Der Minister kann alle zusätzlichen Maßnahmen treffen, die für die Anwendung des vorliegenden Erlasses nötig sind.

Art. 14 - Der Königliche Erlass vom 12. März 2001 über die Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen und der Ministerialerlass vom 13. März 2001 über die Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen werden außer Kraft gesetzt.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam.

Art. 16 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. März 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Anlage

Höchstpreise, die ab dem 1. Januar 2002 bei den Schülern verlangt werden können:

Erzeugnis	Verpackung	
	Einzelverpackung	Becher
wärmebehandelte Vollmilch	von 0,2 l: 0,23 EUR	von 0,2 l: 0,18 EUR
Wärmebehandelte Schokoladenvollmilch oder wärmebehandelte aromatisierte Vollmilch mit einem Gewichtsanteil von mindestens 90% Vollmilch;	von 0,2 l: 0,28 EUR	von 0,2 l: 0,23 EUR
Vollmilchjoghurt	von 125 g: 0,30 EUR	von 125 g: 0,25 EUR
wärmebehandelte Halbvollmilch	von 0,2 l: 0,23 EUR	von 0,2 l: 0,18 EUR
Wärmebehandelte Schokoladenhalbvollmilch oder wärmebehandelte aromatisierte Halbvollmilch mit einem Gewichtsanteil von mindestens 90% Halbvollmilch;	von 0,2 l: 0,28 EUR	von 0,2 l: 0,23 EUR
wärmebehandelte Halbvollmilchjoghurt	von 125 g: 0,30 EUR	von 125 g: 0,25 EUR
wärmebehandelte Magermilch	von 0,2 l: 0,20 EUR	von 0,2 l: 0,15 EUR
Wärmebehandelte Schokoladenmagernmilch oder wärmebehandelte aromatisierte Magermilch mit einem Gewichtsanteil von mindestens 90% Magermilch;	von 0,2 l: 0,25 EUR	von 0,2 l: 0,20 EUR
Magermilchjoghurt	von 125 g: 0,28 EUR	von 125 g: 0,23 EUR

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 2004 hinsichtlich der Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen als Anlage beigefügt zu werden

Namur, den 11. März 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1281

[2004/200994]

**11 MAART 2004. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op verordening (EEG) nr. 4045/89 van de Raad van 21 december 1989 inzake de door de lid-Staten uit te voeren controles op de verrichtingen in het kader van de financieringsregeling van de afdeling Garantie van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw en houdende intrekking van Richtlijn 77/435/EEG;

Gelet op verordening (EG) nr. 1255/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd, wat betreft de verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen, bij verordening (EG) nr. 1787/2003 van de Raad van 29 september 2003;

Gelet op verordening (EG) nr. 2707/2000 van de Commissie van 11 december 2000 houdende uitvoeringsbepalingen voor verordening (EG) nr. 1255/1999 van de Raad ten aanzien van de toekenning van communautaire steun voor de verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen;

Overwegende het akkoord van 15 juli 2002 tijdens de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de modaliteiten voor de overdracht van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid d.d. 5 mei 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de toekenning aan de Gewesten van de bevoegdheden op het gebied van landbouw met ingang van 1 januari 2002;

Overwegende dat de continuïteit van de opdrachten van openbare dienst moet worden gewaarborgd en dit, met inachtneming van de verplichtingen die opgelegd zijn bij de Europese regelgeving inzake landbouw;

Overwegende dat, als gevolg van die bevoegdheidsverdracht, maatregelen moeten worden getroffen betreffende de communautaire steun voor de verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen overeenkomstig de toepassingsmodaliteiten van verordening (EEG) nr. 1255/1999 en van verordening (EEG) nr. 2707/2000;

Overwegende dat de modaliteiten van dit stelsel, dat met terugwerkende kracht van toepassing is vanaf het schooljaar dat op 1 september 2002 begon, moeten geregeld worden;

Overwegende dat boeten voorzien zijn bij niet-naleving van de termijnen die bij de Europese regelgeving opgelegd zijn om de betrokken steun te storten aan onderwijsinstellingen of bij vertraging in de implementatie van de betrokken regelingen of bij slechte toepassing daarvan;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° « onderwijsinstelling » : de onderwijsinstelling als dusdanig of het regelende gezag dat de steunaanvraag indient voor de producten die zijn verstrekt aan de tot zijn ressort behorende leerlingen of nog de organisatie die de steunaanvraag indient voor rekening van één of meer scholen die afzonderlijk niet erkend zijn;

2° « Minister » : de Minister die bevoegd is voor Landbouw;

3° « bestuur » : het bestuur belast met het beheer van de steun bedoeld in artikel 14 van verordening (EG) nr. 1255/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector melk en zuivelproducten. Het gaat achtereenvolgens om één van volgende overheden :

— tot 15 oktober 2002, het Bestuur Beheer Landbouwproductie;

— vanaf 16 oktober 2002, de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. Alleen producten van de categorieën I, III en V vermeld in bijlage bij verordening (EG) nr. 2707/2000 van de Commissie van 11 december 2000 houdende uitvoeringsbepalingen voor verordening (EG) nr. 1255/1999 van de Raad ten aanzien van de toekenning van communautaire steun voor de verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen kunnen voor de steun in aanmerking komen.

De producten van categorie V die voor de steun in aanmerking komen, zijn de volgende :

a) warmtebehandelde magere melk;

b) warmtebehandelde magere melk waaraan chocolade is toegevoegd of die is gearomatiseerd en die ten minste 90 gewichtpercenten magere melk bevat;

c) yoghurt van magere melk.

Alleen leerlingen die één van de door de Gemeenschappen erkende volgende onderwijsinstellingen regelmatig bezoeken, kunnen aanspraak maken op de steun :

— kleuterscholen;

— lagere scholen;

— middelbare scholen.

Deze leerlingen komen alleen voor de steun in aanmerking op schooldagen.

Minderjarigen die een medisch-pedagogisch instituut of een instituut van bijzonder onderwijs bezoeken, komen eveneens voor de steun in aanmerking op voorwaarde dat zij geen onderwijs volgen in een andere instelling. Zij kunnen geen aanspraak maken op de steun tijdens de schoolvakantieperioden.

Art. 3. Om de steun te verkrijgen, moet de onderwijsinstelling gevestigd worden in België en er vooraf erkend zijn overeenkomstig de verordening (EG) nr. 1255/1999.

De onderwijsinstelling die gevestigd is in het Waalse Gewest, moet erkend zijn door het bestuur.

De erkenningsaanvraag moet per aangetekend schrijven worden overgemaakt ten laatste op de 10e van de maand die voorafgaat aan de maand waarin de erkenning van kracht wordt. De aanvraag geldt voor slechts één enkele leverancier en voorzover zij is ondertekend door de erin vermelde gemachtigde ondertekenaars.

De erkenning wordt verleend op voorwaarde dat de onderwijsinstelling zich er schriftelijk toe verbindt :

1° alle in verordening (EG) nr. 2707/2000 vermelde voorwaarden te vervullen.

2° de gesubsidieerde zuivelproducten aan te kopen bij één enkele leverancier die op zijn beurt in België erkend is voor het leveren van gesubsidieerde zuivelproducten, overeenkomstig de artikelen 6 tot 9 van verordening (EG) nr. 2707/2000;

3° de ouders op de hoogte te brengen van de organisatie van de verstrekking van gesubsidieerde zuivelproducten en van de aan de leerlingen voor deze gesubsidieerde producten aangerekende prijzen, en de prijzen van de producten te afficheren op de plaats waar ze worden verkocht.

4° de gesubsidieerde zuivelproducten aan de leerlingen te verstrekken tegen een prijs die niet hoger is dan de in bijlage vermelde minimum prijzen;

5° alleen subsidies te vragen voor producten die overeenkomstig artikel 2 van dit besluit gesubsidieerd kunnen worden;

6° uitsluitend de gesubsidieerde zuivelproducten slechts te gebruiken voor leerlingen die behoren tot zijn eigen instelling en alleen op de voor de verstrekking vastgestelde plaatsen;

7° de gesubsidieerde zuivelproducten niet te gebruiken voor de bereiding van maaltijden;

8° de in punt 4 van artikel 5 van dit besluit bedoelde verantwoordingsmaandstaat waarop de leveringen per maand staan na te kijken, aan te vullen en te ondertekenen;

9° zich te onderwerpen aan de controles van de ambtenaren die belast zijn met de toepassing van verordening (EEG) nr. 4045/89 van de Raad van 21 december 1989 inzake de door de lidstaten uit te voeren controles op de verrichtingen in het kader van de financieringsregeling van de afdeling Garantie van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw en houdende intrekking van Richtlijn 77/435/EEG, en met de toepassing van voornoemde verordening (EG) nr. 1255/1999;

10° de onverschuldigd betaalde steun terug te betalen voor de betrokken hoeveelheden mocht worden geconstateerd dat de in de punten 1 tot 9 bovenvermelde verbintenissen niet zijn nagekomen of dat de steun werd ontvangen voor grotere hoeveelheden dan die welke uit de toepassing van artikel 14, § 4, van verordening (EG) nr. 1255/1999 voortvloeien;

11° alle wijzigingen die betrekking hebben op de leverancier, het adres, de plaats van verstrekking, de verantwoordelijke van de instelling of de gemachtigde ondertekenaar meedelen; deze gegevens

moeten worden opgenomen in een nieuwe erkenningsaanvraag binnen de hierboven vermelde termijn bedoeld in het eerste lid.

De erkenning wordt ingetrokken als de onderwijsinstelling gedurende een heel schooljaar geen steun aanvraagt. Om de steun opnieuw te verkrijgen, moet een nieuwe erkenningsaanvraag worden ingediend.

Art. 4. Om gesubsidieerde zuivelproducten te mogen verstrekken, moet de leverancier gevestigd zijn in België en er vooraf zijn erkend overeenkomstig de artikelen 6 tot 9 van verordening (EG) nr. 2707/2000.

De leverancier die gevestigd is in het Waalse Gewest, moet erkend zijn door het bestuur. Deze aanvraag is alleen geldig als ze vergezeld gaat van een uittreksel uit het handelsregister en, indien het een vennootschap betreft, van de statuten van de vennootschap en voorzover ze ondertekend is door de daartoe gemachtigde personen die in de aanvraag zijn vermeld.

De erkenning wordt uitgereikt op voorwaarde dat de leverancier zich er schriftelijk toe verbindt :

1° alle in verordening (EG) nr. 2707/2000 vermelde voorwaarden te vervullen;

2° een boekhouding te voeren waarin met name worden vermeld : de fabrikant van de zuivelproducten, de naam en het adres van de onderwijsinstellingen en de aan die instellingen verkochte of verstrekte hoeveelheden zuivelproducten;

3° alleen een steunaanvraag in te dienen voor de zuivelproducten die overeenkomstig artikel 2 van dit besluit gesubsidieerd kunnen worden en overeenstemmen met de reglementeringen betreffende de samenstelling en de kwaliteit van die producten;

4° zich te onderwerpen aan de controles door de ambtenaren die belast zijn met de toepassing van verordening (EEG) nr. 4045/89 en van verordening (EG) nr. 1255/1999;

5° de onverschuldigd betaalde steun terug te betalen voor de betrokken hoeveelheden mocht worden geconstateerd dat de in de punten 1 tot 4 bovenvermelde verbintenissen niet zijn nagekomen of dat niet voldaan is aan de in artikel 5 vermelde voorwaarden;

6° alle wijzigingen die betrekking hebben op het adres, het statuut van de vennootschap, de verantwoordelijke of de gemachtigde ondertekenaar mededelen; deze gegevens moeten worden opgenomen in een nieuwe erkenningsaanvraag;

De erkenning wordt ingetrokken als de leverancier gedurende een periode van 12 maanden geen gesubsidieerde zuivelproducten levert. Om de steun opnieuw te verkrijgen, moet een nieuwe erkenningsaanvraag worden ingediend.

Art. 5. De per leveringsmaand opgestelde steunaanvraag wordt door de leverancier ingediend bij het bestuur. Deze aanvraag is slechts ontvankelijk op voorwaarde dat :

1° de leverancier erkend is door het bestuur waarbij hij zijn aanvraag indient;

2° de gesubsidieerde zuivelproducten uitsluitend worden geleverd aan onderwijsinstellingen die erkend zijn overeenkomstig artikel 3, eerste lid;

3° de leverancier op zijn facturen uitdrukkelijk het bedrag van de steun aftrekt van de aan de onderwijsinstelling aangerekende prijs;

4° de leverancier per onderwijsinstelling een verantwoordingsmaandstaat opmaakt die voor elk subsidieerbaar product melding maakt van de tijdens de maand gedane leveringen. Het model van de verantwoordingsmaandstaat wordt vastgesteld door het bestuur. Die maandstaat is alleen geldig als hij behoorlijk werd ingevuld en ondertekend door de personen die daartoe door de leverancier en de onderwijsinstelling werden gemachtigd;

5° de steun door de leverancier aangevraagd is door middel van een formulier waarvan het model is vastgesteld door het bestuur. Bij die aanvraag moeten de in punt 4 bovenvermelde verantwoordingsmaandstaten worden gevoegd alsmede kopieën van de facturen, als daarom wordt verzocht.

Art. 6. De leveranciers kunnen een voorschot aanvragen dat gelijk is aan het gevraagde steunbedrag voor de betrokken maand. Dat voorschot kan slechts worden ontvangen nadat een zekerheid ten belope van 110 % van het voor te schieten bedrag is gesteld.

Art. 7. De leverancier en de onderwijsinstelling moeten gedurende ten minste drie jaar alle bewijsstukken bijhouden (leveringsbonnen, facturen en verantwoordingsmaandstaten) en ze ter beschikking houden van de met de controle belaste ambtenaren.

Art. 8. Als aan een van de uit dit besluit voortvloeiende verplichtingen niet voldaan is en rekening houdend met de ernst van de onregelmatigheid, kunnen de in de artikelen 3 en 4 van dit besluit bedoelde erkenningen ofwel worden geschorst voor een periode van één tot twaalf maand, ofwel ingetrokken voor een periode van ten minste zes maanden.

Art. 9. Op straffe van verval of nietigheid, moet het beroep tegen een beslissing getroffen ter uitvoering van het stelsel betreffende de in dit besluit bedoelde steun bij aangetekende brief ingediend worden bij het bestuur binnen de maand na de mededeling van de beslissing. De indiening van het beroep sluit geen eventuele aanvraag om terugbetaling van de ten onrechte gestorte bedragen uit.

Art. 10. Het bestuur is belast met de uitbetaling van de steun als bedoeld in de bovenbedoelde verordeningen (EG) nr. 1255/1999 en nr. 2707/2000.

In geval van ten onrechte gestort bedrag als gevolg van niet-naleving van de verbintenissen en/of van valse verklaring van de leverancier of van de onderwijsinstelling, dat moet worden teruggevorderd, wordt dit bedrag vermeerderd met de wettelijke interesten vanaf de betaaldatum.

Art. 11. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen te doen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, worden inbreuken op de bepalingen van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten, van verordening (EG) nr. 1255/1999 en van verordening (EG) nr. 2707/2000 opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De inbreuken op dit besluit kunnen aanleiding geven tot een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de handelingen te verrichten en de beslissingen te treffen betreffende de in het vorige lid bedoelde administratieve boeten.

Art. 12. De inspecteur-generaal van de Afdeling Steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger wordt ertoe gemachtigd om de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 13. De Minister kan alle bijkomende maatregelen nemen die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit besluit.

Art. 14. Het koninklijk besluit van 12 maart 2001 betreffende de verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen en het ministerieel besluit van 13 maart 2001 betreffende de verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen worden opgeheven.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

Art. 16. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

Bijlage

Maximumprijzen die aan de leerlingen mogen worden gevraagd vanaf 1 januari 2002 :

Product	Verpakking	
	individuele verpakking	beker
Warmtebehandelde volle melk	van 0,2 l : 0,23 EUR	van 0,2 l : 0,18 EUR
Warmtebehandelde volle melk van 0,2 l waaraan chocolade is toegevoegd of die is gearomatiseerd en die ten minste 90 % volle melk bevat	van 0,2 l : 0,28 EUR	van 0,2 l : 0,23 EUR
Yoghurt van volle melk	van 125 g : 0,30 EUR	van 125 g : 0,25 EUR
Warmtebehandelde halfvolle melk	van 0,2 l : 0,23 EUR	van 0,2 l : 0,18 EUR
Warmtebehandelde halfvolle van melk waaraan chocolade is toegevoegd of die is gearomatiseerd en die ten minste 90 % halfvolle melk bevat	van 0,2 l : 0,28 EUR	van 0,2 l : 0,23 EUR
Yoghurt van halfvolle melk	van 125 g : 0,30 EUR	van 125 g : 0,25 EUR
Warmtebehandelde magere melk	van 0,2 l : 0,20 EUR	van 0,2 l : 0,15 EUR
Warmtebehandelde magere van melk waaraan chocolade is toegevoegd of die is gearomatiseerd en die ten minste 90 % magere melk bevat	van 0,2 l : 0,25 EUR	van 0,2 l : 0,20 EUR
Yoghurt van magere melk	van 125 g : 0,28 EUR	van 125 g : 0,23 EUR

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2004 betreffende de verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen.
Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1282

[2004/200997]

18 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon adaptant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 portant création du Service Affectation de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 portant création du Service Affectation de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, notamment son article LI.TIII.CII.2, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 mars 2004;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de poursuivre les procédures de recrutements et de consultations en cours;

Vu l'avis n° 36.710/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 mars 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997, et par la loi du 2 avril 2003;